

## **PRÉSENTATION**

### **Le local, la petite madeleine de la démocratie**

Le local est le lieu de toutes les ambiguïtés, expliquant sans doute son omniprésence dans les discours relatifs à la rénovation de la politique. Qui est contre le local ? Qui est opposé à l'urgence de lui donner une légitimité ? Qui ignore qu'il est la cellule de base de la politique ?

Le local apparaît ainsi comme la *première* étape d'une revitalisation de la politique.

Il est à la fois le dépositaire de l'authenticité politique et le creuset de toute rénovation politique. C'est cette survalorisation théorique et politique qu'examine ce numéro *d'Hermès* et ce texte. Oui au local, mais à condition de lui retirer ce parfum de pureté virginelle, et cette mission de refondation de la politique. D'autant que depuis une dizaine d'années, les nouvelles techniques de communication envahissent la sphère du local promettant « encore plus » de renouveau, de démocratie, de participation, d'interactivité. A se demander d'ailleurs comment on a pu faire tant de politique, et depuis si longtemps, au plan national ou local, sans les nouvelles techniques, devenues un peu les fées de la démocratie...

### **Pourquoi le local plaît-il si régulièrement**

Car c'est la petite madeleine de la démocratie. Sur fond de démocratie *athénienne* comme référence : l'origine de la démocratie directe, authentique, même si évidemment les esclaves, les femmes et beaucoup d'autres ne votaient pas et que cela ne concernait en définitif qu'une infime minorité. N'empêche, une filiation s'est établie entre l'origine de la politique et le local. Tout ce qui est local nous ramènerait vers la pureté du modèle original.

Le local ; c'est la communauté de base, les rapports sociaux simplifiés ; la fin de la complexité. On se retrouve ainsi à l'échelle humaine, sans la distance du pouvoir et l'opacité de

l'opinion publique. A l'échelle locale on se connaît, on se comprend. C'est authentique. C'est la société, mais en plus petit, en plus simple, en moins complexe. A l'échelle humaine, c'est bien connu tout est compréhensible. Bref tout ce qui est petit et local est vertueux. Non qu'il y ait une dérive rousseauiste excessive, mais simplement l'idée qu'à cette échelle des problèmes sont solubles. D'ailleurs avec le local on prend tout : les identités, les langues, l'espace, le territoire, les racines, l'innovation. L'ancien et le moderne. Simplification et authenticité sont au rendez-vous. Du coup, l'alliance avec les nouvelles techniques de communication paraît naturelle. Si le local résout déjà la question angoissante de la démocratie, on comprend que l'alliance avec les nouvelles techniques, qui ne parlent que d'individualisation des rapports humains et sociaux, paraît un siècle. Non seulement les nouvelles techniques sont « naturellement » à l'échelle du local, mais elles vont en outre lui donner un deuxième souffle et une légitimité. Le plus moderne va renforcer le poids du local, qui est toujours plus ou moins écartelé entre ces deux références, un peu contradictoires ; le local comme berceau de la démocratie, mais aussi comme souvenir de la société traditionnelle dont la ville a été le symbole inverse, celui de l'émancipation. Avec les nouvelles techniques, on réconcilie tradition et modernité ; échelle humaine et nouveaux rapports sociaux. Quelque part rode l'idée selon laquelle non seulement la société est plus authentique à petite échelle, mais aussi que la démocratie y est plus authentique, plus qualitative, justement pourquoi elle est à l'échelle humaine. Réévaluer le local, c'est revaloriser l'échelle humaine avec sa diversité, ce qui est particulièrement important après cent ans de massification de la société et de standardisation des modes de vie et de pensée. Entre la valeur symbolique liée à l'origine de la politique démocratique athénienne, et la référence à l'unité de base de la société, on comprend que le local se trouve à l'origine de toute les tentations de refonte de la politique. Cela est un passage obligé, un symbole du désir de changement. Qui ne s'attaque pas à revaloriser la politique locale, à créer des rapports politiques plus directs, à augmenter davantage la participation et la communication entre les citoyens, ne s'attaque pas à une réelle révolution de la politique...

En réalité, le local est un peu le symptôme d'une réflexion d'ensemble concernant la réorganisation des rapports sociaux et politique. Que ce soit avec les formes traditionnelles de la décentralisation, et de la revalorisation des communautés, ou de la naissance de nouvelles pratiques, ou des formes « nouvelles » de la démocratie avec les services interactifs. C'est la même démarche. Le local est le symbole de la rénovation radicale de la politique. Dites moi la place que vous accordez au local dans votre réflexion pour d'autres rapports sociaux et politique, et je vous dirai votre degré d'ambition quant à la volonté de changement des rapports sociaux.

« Si on n'est pas capable, au niveau local, de changer les rapports sociaux et politiques comme prétendre faire davantage à une grande échelle » ? Tel est le discours classique, renforcé par les nouvelles techniques. À quoi bon vouloir organiser d'autres rapports économiques et sociaux, si l'on n'est pas d'abord capable de changer la réalité locale ?

La référence au local est devenue le *baromètre* d'une volonté de changement par rapport à « la crise » de la démocratie, dont on parle depuis au moins un demi-siècle. On y retrouve les

différentes formes d'utopie militante ; un contexte urbain moins menaçant que celui de la grande ville ; le terrain privilégié pour expérimenter les nouvelles techniques de communication ; un terreau qui résiste à la crise des idéologies. Bref il faudrait inventer le local, s'il n'existait pour refondre la politique. D'ailleurs tout homme politique ne commence-t-il pas par avoir une implantation locale ?

## **Pourquoi le local ne peut-il suffire à refondre une politique réconciliée avec les citoyens ?**

Pour cinq raisons :

1. Le local n'a plus d'autonomie. Il est aujourd'hui interdépendant des trois autres niveaux régionaux, nationaux, internationaux.

Si la crise du politique est moins visible au niveau local, car il y existe une certaine résistance au changement, elle y est également présente.

D'abord parce que l'autonomie du local est largement factice. Au plan économique, social, culturel, éducatif, institutionnel, le local dépend directement de son insertion dans les espaces plus larges. Toute crise qui affecte l'État, ou l'Europe, a une répercussion locale. L'agriculture est sans doute le lieu le plus visible de cette interdépendance. Si la terre et les saisons semblent ce qu'il y a de plus éloigné de la modernité technique, il suffit pourtant d'aller dans n'importe quel ferme en Europe : la politique agricole avec son quota, ses règlements, et ses droits est connue et l'ordinateur est dans toutes les cuisines ! Distance entre l'image culturelle d'une réalité encore indépendante de la société moderne *et* la prise de conscience au contraire de l'omniprésence de la modernité, au sein de ce que l'on pensait en être le plus éloigné. La souveraineté du local est battue en brèche par la présence de l'Europe. Quant à l'État, lui-même omniprésent au niveau local, au travers ses administrations il veille d'autant plus au maintien de ses prorogatives régaliennes que celles-ci, avec l'Europe, et la mondialisation, sont sacrement écornées. *Bref la mondialisation règne aussi sur les terroirs*, et c'est d'ailleurs ce que n'arrêtent d'ailleurs pas de contester les terroirs européens, en attendant que des terroirs du Sud ne le contestent demain avec encore plus de violence.

Non seulement il n'y a pas d'autonomie du local, mais il n'est pas non plus possible de parler de *glocal* comme on l'entend parfois en voulant dire par là qu'il n'y aurait plus que *deux* échelles globales et locales. Il reste bien trois échelles, locale, nationale et mondiale, embriquées les unes dans les autres.

2. Le local est devenu ainsi une réalité aussi compliquée que l'État et la société. Toutes les dimensions individualistes, communautaires, holistique se y retrouvent, mais de manière désordonnées et dynamiques. On ne peut même pas dire que le local serait « la synthèse » en plus petit

de la société, non, c'est une société résumant à la fois toutes celles qui sont au-dessus d'elle, et gérant, par ailleurs, ses propres dimensions et contradictions. Les pouvoirs, l'information, la communication, l'opinion publique, l'action, sont tous à la fois identiques à ce qui existe à une échelle plus vaste, et colorés d'une manière particulière. CNN et Internet, par exemple, sont autant présents, dans les régions qu'à Londres et New York... Même si l'on souhaiterait qu'existe une différence. C'est d'ailleurs un des paradoxes de la modernité : plus on souhaite que les outils, les modes de vie, les techniques de communication soient identiques d'un bout à l'autre de la terre, plus simultanément, on rêve de « poches » de réalité épargnées par cette même modernité. Le local exprime au mieux cette ambivalence. En réalité la société politique locale ne simplifie aucun des problèmes de l'échelle nationale et européenne. Elle est traversée par toutes les mutations et les révolutions et ne présente aucune homogénéité. Il y aurait d'ailleurs une *histoire* des utopies locales sur les 50 dernières années, à écrire, on constaterait à la fois la récurrence des thèmes et des espoirs, en même temps que l'extrême diversité des perspectives idéologique dans lesquelles le local a été utilisé. En un mot, chacun a son local de référence !...

3. D'ailleurs le local plaît davantage comme terrain d'aventure des nouvelles techniques, pour relancer la politique, que comme espace pour refondre de manière classique la politique. « La Net - démocratie » locale intéresse, fascine, comme on le voit d'ailleurs dans ce numéro, chacun étant persuadés que la « e - démocratie » sauvera la démocratie. Comme si une technique pouvait suffire, même par les nouvelles pratiques qu'elle permet, à refonder le symbolique et le politique. Par contre le local comme énième tentative de relance du militantisme, des associations, d'un nouveau rapport à la décision ou à la concertation intéresse moins. Or il est certain que le patrimoine des pratiques politiques enraciné dans les différentes régions serait au moins aussi intéressant à analyser, comprendre et remobiliser, que les processus de renouveau politique dont sont investies les nouvelles techniques. C'est toujours la prime au « nouveau ». C'est bien ce décalage d'intérêt en faveur de ce qui est nouveau, par rapport à ce qui est ancien qui montre combien le local est « dans l'air du temps » Il n'échappe pas à l'idéologie du nouveau. Ce décalage illustre le poids du technicisme qui traverse aujourd'hui le local, comme il traverse les espaces nationaux. D'autant qu'il n'y a pas de travail rigoureux, pour définir les rapports entre local et rural, rural et urbain, rural et régional. De toute façon le local ne peut plus être le lieu d'une expérience politique fondatrice qui serait le départ, par une sorte d'élargissement positif, vers une refondation des discours et des pratiques politiques à l'échelle plus vaste car tout est entremêlé. Le local est à la fois dans la continuité du régional, du national, voir mondial, et en même temps on veut y voir l'émergence de pratiques autonomes. Ce n'est pas parce qu'il n'y a d'expérience de la vie qu'au niveau local, que celui ci est la source d'un renouveau. Ou alors il faut fournir un travail théorique spécifique pour expliquer le *lien* entre expérience et refondation de la politique. De toute façon quelle que soit la naissance d'une pratique politique originale au plan local, cela ne permet nullement l'économie d'une réflexion plus générale sur les rapports entre espace public et communication politique ; entre démocratie de masse et individualisme ; entre l'État-Nation et l'Europe : entre l'Europe et la mondialisation.

4. La vraie question n'est pas le local, mais *le statut de l'intermédiaire et de la médiation dans une société* ouverte, hétérogène, où la démocratie de masse essaye de gérer ces deux aspirations contradictoires de notre histoire politique que sont la liberté et l'égalité. Bref il faut penser et gérer le nombre *et* le respect des différences. Chacun rêve de local et de communauté à taille humaine alors que le destin de nos sociétés est celui des sociétés de masse, hiérarchiques, bureaucratiques, et démocratiques. La transparence n'existe pas plus au plan national qu'au plan local et le problème à résoudre est celui de la légitimation des *intermédiaires*.

Plus la société est ouverte, tournée vers la circulation, plus il faut non seulement préserver les différences mais aussi tous les *intermédiaires*. Les intermédiaires ne sont autres que les institutions sans lesquelles la société « s'anomise ». La démocratie n'est pas la suppression des intermédiaires, mais leur validation *et* la possibilité de les critiquer. Dans l'apparente critique des intermédiaires, au nom du direct, réside en réalité souvent un parfum de société archaïque fusionnelle, despotique ou charismatique. Les institutions, comme les intermédiaires sont d'autant d'amortisseurs de la violence de la société. Ils ne pervertissent pas le fonctionnement de la démocratie, ils le garantissent, et beaucoup mieux qu'un appel nostalgique, ou technologique à un local, source de tous les renouveaux. S'arrêter au local, c'est repousser à plus loin la réflexion indispensable sur la revalorisation de l'intermédiaire. *C'est le statut de l'intermédiaire la question compliquée, pas le local*. Et ce n'est pas la médiatisation par les nouvelles techniques de communication qui résout la question de la médiation qui est d'abord humaine et institutionnelle avant d'être technique. Le problème concerne aussi bien l'éducation, que la science, la culture, la médecine, l'art militaire, que les institutions religieuses... Autrement dit il y a pas de société sans organisation de la cohabitation de ses différentes structures.

Et ce n'est pas non plus la référence mythique à une société en « réseaux », débarrassée des rapports hiérarchique qui fait avancer la question de la médiation, car le problème est exactement inverse : non seulement il faut repenser la médiation et le statut des intermédiaires, mais il faut aussi revaloriser la question de la *hiérarchie* dans les sociétés ouvertes, interdépendantes, où chacun, et chaque groupe, revendiquent « ses droits » et rarement ses devoirs. Le local ne dit rien sur cette question de la hiérarchie. Pas davantage que les réseaux, qui mettent cette question centrale de la hiérarchie entre parenthèses.

5. Le risque est finalement celui d'un *repli* communautaire. Le local comme légitimation d'une identité collective, non pas coupée du reste du monde, mais d'abord occupée à *sa propre* légitimation. Et chacun voit les risques de ce local communautaire. L'organisation « de soi même » prend alors tellement de temps, pour échapper aux règles « habituelles » de la société, et pour tout simplement les réinventer le plus souvent, qu'il ne reste plus beaucoup de place pour s'occuper d'autre chose, que soi même...

La forme suprême du local, n'est ce pas tout simplement la validation de ce qui existe, c'est-à-dire le *retrait* par rapport à tout processus dynamique de changement. Le local, comme

refus narcissique, ou désespéré, d'une identité collective bousculée par le rythme de l'évolution économique, technique et sociale.

On retrouve ici les nouvelles techniques de communication, qui sous couvert de modernité peuvent très bien favoriser un *repli interactif* alors même que la définition de la politique est de sortir de son intérêt de groupe pour *assurer* l'hétérogénéité de toute collectivité. Les nouvelles techniques, facteur par excellence d'ouverture, peuvent être aussi un facteur de rationalisation du renfermement communautaire. D'ailleurs ce local souvent présenté aujourd'hui comme la source de tous les renouveaux, c'est aussi le local étouffant dont des centaines de générations ont voulu s'évader pour échapper au règne de l'homogène, et se confronter à celui de l'hétérogène, c'est à dire à la « société ouverte ».

En *résumé*, le local ne peut être la source du renouveau de la politique car il a perdu de son homogénéité, il est traversé par toutes les mutations et contradictions du national et de l'international. Le petit est traversé par le gros. Il faut donc penser les deux ensembles et oublier l'idée agréable d'espace public autonome isomorphe à la communauté locale. Quant aux rapports sociaux locaux, toujours refermés sur eux-mêmes, y compris par la présence des nouvelles techniques de communication, ils n'échapperaient pas à cette vieille loi de l'histoire qui est celle du clientélisme. Rapports de clientélisme qui ont été partiellement dépassés grâce à l'ouverture du local aux sociétés hétérogènes...

## **Cependant le local reste un lieu de lecture privilégié des mutations socio-politiques**

Dès que l'on échappe à la tentation d'une sorte de réification du local, celui-ci devient cependant un excellent révélateur d'une bonne partie de nos sociétés politiques.

Pour cinq raisons :

1. D'abord par ce que le local est aussi compliqué que le global. Ceci est paradoxal puisque une des raisons du succès du local, comme moyen de repenser la politique est justement la plupart du temps de croire qu'il est plus simple que le reste de la société. Sortir du thème, agréable, du retour à une réalité simple est en réalité un progrès. « Le small est aussi complexe que le big », ce qui d'ailleurs confirme d'autres sciences, notamment, du vivant qui ne cessent de dire que la petite échelle n'est pas plus simple que la grande. Autrement dit on comprend que la démocratie locale est autre chose que l'échelle individuelle et communautaire.

2. Le local repose la question de la *durée et du temps*. Le local, c'est tout de même ce qui échappe à la temporalité dominante, ou en tous cas qui la combine avec d'autres temporalités. Et résister à la chronologie « moderne » est aujourd'hui un moyen de comprendre la nécessité de réintroduire une certaine hétérogénéité dans les échelles de temps de nos sociétés ouvertes et interactives. Le local, c'est un peu le temps des individus, et non pas seulement celui des sociétés.

Rien de rousseauiste dans le constat, simplement le constat des mille et une manières avec lesquelles les individus se ménagent des espaces de liberté.

3. La démocratie locale ne peut certes représenter une alternative à l'un des problèmes les plus compliqués de la démocratie, celui de la *représentativité*, mais elle a l'avantage au moins de reposer la question du rapport entre action *directe* et action *représentative*. En effet que l'on privilégie l'une ou l'autre forme d'action politique, on retombe sur la question de l'action locale. Autrement dit, le local illustrant la question du rapport entre *action directe* et *représentativité* se retrouve au cœur de toute la pensée politique contemporaine.

L'une des contradictions à résoudre est bien celle du décalage entre la grande capacité d'information des citoyens occidentaux et leurs très faibles capacités d'action. Nous sommes des géants en matière d'information et des nains en matière d'actions, et si la démocratie locale ne peut être la solution à cette contradiction, pour toutes les raisons évoquées précédemment, au moins permet-elle de poser nettement cette contradiction.

4. En réalité la question que pose le local est celle de *l'action*. A quel niveau celle-ci doit-elle se situer, étant entendu qu'un des problèmes majeurs est justement celui d'un déficit d'actions sur la réalité de la part des citoyens occidentaux. Si le local n'est pas l'espace de référence la question de son rôle dans une revalorisation du militantisme ou de la politique électorale se pose néanmoins. Si l'action locale n'est pas la solution, car trop marquée par la nostalgie d'un monde petit, au moins pose-t-elle la question centrale : quelle expérience politique aujourd'hui pour des citoyens multibranchés, passant des heures et des heures sur les réseaux, mais de plus en plus incapables d'intervenir sur le monde autrement que sur le monde virtuel, ou celui des signes ?

*Quelle expériences pratiques demain pour les citoyens dans un monde de communication de « e-réalité » ?*

C'est en cela que le local à sa manière repose toutes les questions de la politique. Quelle action à la base ? Quelle capacité d'influence sur le monde de la vie quotidienne, alors même que celle-ci est surdéterminée par une mondialisation de l'économie, de la politique, et de la communication ?

La question non résolue du local, celui où chacun jusqu'à il y a un demi-siècle avait une capacité de réalisation, devient le révélateur de notre impuissance politique radicale. Le local n'est même plus l'alternative, qui aurait reposé toutes les questions, du territoire, de l'autonomie, de la décision, de l'expérience, et de l'articulation entre les différentes échelles de la politique. Le local n'est même plus l'espace de l'expression critique, par opposition à l'action politique par délégation. En même temps par sa capacité d'enracinement il est capable de subvertir les rationalités politiques institutionnalisées. D'ailleurs régulièrement les mouvements sociaux locaux viennent déstabiliser l'ordre institutionnel. Leur « irrationalité » reste productrice de sens, dans une politique terriblement liée à la délégation et à la représentativité.

5. En un mot le local devient la pyramide à l'envers : le moins important permet de mettre en perspective presque tous les problèmes.

C'est en cela que le local, par la capacité de résistance qu'il offre à la modernité sociale et culturelle reste intéressant. Le local, dit-on n'est pas moderne. Mais à qui cela sert-il d'être encore plus moderne dans une société où tout le monde est déjà moderne ?

Dans la revendication confuse d'autonomie, d'authenticité, de racines se joue une remise en cause de la modernité triomphante. Un certain retour de réflexe sur le local, est un des indices d'une crise de la modernité. C'est pourquoi il y a quelque chose d'étrange à vouloir faire des nouvelles techniques de communication le symbole de la politique locale. Ils sont la modernité et le local est beaucoup plus compliqué que la simple modernité. Il y a donc quelque chose d'antinomique *entre* la modernité des techniques *et* ce que représente le local dans l'imaginaire politique. Et il y a quelque chose d'artificiel à vouloir trop les approcher.

## Conclusion

Il y a une histoire politique à écrire : celle du retour constant du local, ou du régional, comme condition de renaissance ou de refondation de la politique. Cette histoire qui a commencé au XIX<sup>e</sup> s'est nourrie, avec force, de toutes les techniques de communication. Chaque génération technique a été l'occasion d'une nouvelle utopie locale. Ce fut le cas de la radio, puis de la télévision, de la télévision locale, du câble, et aujourd'hui des réseaux. Il n'y a peut-être que pour cette caractéristique de la politique, *le local*, que l'on retrouve à ce point une alliance entre technique et pensée politique. C'est tout l'intérêt de ce numéro *d'Hermès*, non seulement d'échapper à cette tendance, mais surtout d'essayer de montrer le rôle, aussi novateur dans la refondation de la politique, des techniques et des pratiques anciennes, que celui des techniques modernes.

Une chose est certaine : pour relancer la réflexion sur la refondation de la politique, il faut ce *méfier de la fuite en avant* dans les nouvelles techniques de communication. Rien ne dit que les bouleversements que celles-ci opèrent dans l'économie et la société, auront la même répercussion dans la politique, car la politique relève d'abord d'une autre logique. Dans nos univers laïcs et rationnels, la politique reste la dernière valeur normative collective. Il n'y a rien « derrière ». Autrement dit refondre la politique dans la double dimension de militantisme direct et de la politique représentative est une des tâches les plus importantes de la démocratie, mais les plus difficiles. On est donc bien loin ici du renouveau de la politique réduit à la permanence des techniques. Et en un mot, la politique est beaucoup plus compliquée que les techniques. Celles-ci peuvent incontestablement jouer un rôle, un aiguillon pour la réflexion mais rien ne serait plus simpliste que de leur accorder un rôle central dans la relance de la politique locale. Elle ne sont sans doute *pas plus* un facteur de changement que les dimensions classiques de la



politique : participation ; militantisme ; vote... L'essence de la politique reste en effet l'affrontement idéologique, et celui-ci dans sa dynamique, sa genèse, est toujours plus complexe que la rationalité technique. Même si celle-ci prétend fonder les bases d'une « e - démocratie ». Là comme ailleurs, quand on retire les outils, la difficulté est de penser la démocratie. Ou plutôt les outils, qu'il s'agisse de la presse, de la radio, de la télévision, ou d'Internet qui ne prennent leurs sens que par rapport à un *projet*. Le renouveau du militantisme ou des utopies *débordera* toujours la performance des nouvelles techniques de communication.

En réalité l'intérêt du retour du local est de relancer une réflexion sur les utopies politiques, pas de se transformer en terrain d'expérience des nouvelles techniques miraculeuses. Bien sûr celles-ci peuvent jouer un rôle dans ces utopies, mais l'essentiel est du côté des utopies pas des techniques. Oui le local peut être un *levier* pour poser des questions à la politique, mais à condition de ne pas être investi d'un rôle primordial. A chaque fois que les hommes, ou les sociétés, ont voulu résoudre un problème politique par l'intermédiaire de techniques, fussent-elles comme aujourd'hui interactives, et ludiques, force est de reconnaître que ce fut finalement reculer pour mieux sauter. Ou ne pas sauter.

Le local par le lien extrêmement fort qui l'unit à l'expérience reste une catégorie centrale de la politique. Mais à condition de ne pas être « extraterritorialisé », comme un espace miraculeux de la politique, ni de devenir le « show room » d'une énième télé-démocratie labellisée aujourd'hui Net, ou Cyber, ou e - démocratie. Les nouvelles techniques vieillissent vite, pas les questions, toujours aussi difficiles du passage de relais d'une génération à l'autre des questions relatives à la perpétuation de la démocratie.